

LA LIBERTÉ

AVIS

Les trois éditions du numéro extraordinaire que la *Liberté* a publié le 2 janvier, contenant la Nomenclature chronologique de tous les événements qui se sont succédés en France et à l'étranger, pendant les dix-huit derniers mois — du 15 juillet 1870 au 31 décembre 1871 — étant épuisées, nous croyons devoir publier cet intéressant travail sous forme de brochure, et en y faisant des adjonctions destinées à le rendre absolument complet dans toutes ses parties.

Cette brochure, qui contiendra 80 pages in-8°, sur beau papier, et aura pour titre : DIX-HUIT MOIS D'HISTOIRE, est en ce moment sous presse. Elle sera mise en vente à l'administration de la *Liberté*, rue Montmartre, 146, dans les kiosques et chez les libraires, au prix de 50 centimes pour Paris, et le port en sus pour les départements.

Les demandes peuvent être dès à présent adressées à l'administration de la *Liberté*.

PARIS, LUNDI 22 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Les journaux anglais qui nous parviennent se rencontrent avec la plupart des organes modérés de la presse parisienne dans une même appréciation de la solution pacifique qui vient d'écarter la menace redoutable d'une vacance du pouvoir.

Le retour de M. Thiers sur sa première et regrettable décision, la presque unanimité avec laquelle l'Assemblée nationale s'est inclinée devant la nécessité qui le maintenait au pouvoir, malgré ses opinions personnelles et les dissentiments profonds qui semblaient à chaque fois créer une scission irrévocable, ce sont là des symptômes qui, à leurs yeux, accusent l'existence d'un mariage de raison qui se motivera et s'imposera tant que les divers partis, en compétition dans le pays, ne présenteront pas un candidat à la présidence de la République qui puisse satisfaire et les exigences de la situation intérieure et les exigences, non moins impérieuses, de notre liquidation étrangère.

Le *Daily News* voit de plus dans le vote par lequel l'Assemblée a repoussé le système économique du gouvernement et fait prévaloir l'opinion du pays, malgré la pression exercée sur elle par M. Thiers, malgré le prestige de sa situation d'homme nécessaire, qu'elle sentait fort bien, une renaissance de l'esprit politique chez les classes moyennes. « Depuis 1848, dit-il, c'est la première fois qu'une grande question législative, concernant intimement la prospérité et les intérêts de la France, a été décidée par la libre voix de l'opinion publique se faisant entendre au sein d'une Assemblée indépendante. »

Un tel jugement, quel que soit le secret mobile qu'on puisse lui prêter, est bien propre à nous consoler des amertumes de

nos crises et des incertitudes où se jette trop souvent notre gouvernement parlementaire. Nous savons que le libre-échange parle par la voix du *Daily News*; mais ici la vérité l'accompagne, et si nous avons reçu le système de Cobden en 1860, sans consultation préalable, sans examen suffisant, par un acte de volonté dictatoriale, c'est après une longue discussion contradictoire, et forte de l'assentiment général du pays, que nous nous sommes prononcés aujourd'hui pour lui, malgré la plus redoutable des oppositions.

Une dépêche de Madrid nous annonce que M. Zorrilla vient de poser sa candidature à la présidence du Congrès, dans une réunion composée de sénateurs et de députés appartenant au parti radical, dont l'ancien ministre progressiste est désormais le leader. Dans le discours fort animé qu'il a prononcé à cette occasion, il a déclaré l'intention formelle, de la part des radicaux, d'obliger le bureau du Congrès à mettre immédiatement à l'ordre du jour la question de la présidence, et à surseoir à tout autre vote jusqu'à ce que cette question soit résolue.

Il semblerait, en croire ce simple récit, que les radicaux forment une majorité assez puissante pour imposer sa volonté au Parlement et lui dicter, sur toutes les questions importantes les résolutions qu'il doit prendre. Il n'en est point malheureusement ainsi, sans quoi M. Ruiz Zorrilla remplacerait M. Sagasta aux affaires, et la machine constitutionnelle, remise sur pied, fonctionnerait pour le mieux dans une Espagne sérieusement parlementaire.

L'originalité et le vice de la situation actuelle, c'est que le parti radical, tout en ayant une consistance plus réelle que les coalitions fortuites formées par les autres fractions de la Chambre, est juste assez influent pour paralyser la formation d'un parti gouvernemental en jetant dans un sens ou dans un autre sa minorité considérable. Mais s'il ne parvient pas à se grossir de l'ancien parti progressiste ministériel qui suivait la bannière de M. Zorrilla autrefois, et qui semble rester aujourd'hui comme le noyau de la majorité introuvable qu'il aura à poursuivre le ministère Sagasta, nous ne voyons pas comment il pourrait faire sortir la situation politique de l'immobilité originelle auquel elle est irrémédiablement condamnée.

Pour donner à nos lecteurs l'intelligence des obstacles insurmontables que rencontrent au sein des Cortès le fonctionnement normal du gouvernement constitutionnel, nous n'avons qu'à reproduire la décomposition des partis, telle que nous la donnait récemment le journal *la Esperanza*.

Les radicaux, à eux seuls, comptent 109 membres; les carlistes, 53; les républicains, 54; les anciens progressistes ministériels, 40; les frontistes, 37; les modérés dynastiques, 24; les alphonsistes, 18; les montpensieristes, 13; les canovistes, 11; les progressistes neutres, 9; républicain unitaire, 1.

On voit que si nous avons quelque raison de déplorer les divisions impuissantes qui existent dans notre Assemblée nationale sur les questions de forme politique, les Cortès espagnoles peuvent nous fournir matière à consolation.

LA DÉMISSION DE M. THIERS SES CONSÉQUENCES

Le samedi 19 janvier 1793, Barère présidait la Convention nationale, en l'absence de son président Vergniaud, qui était souffrant. A l'ouverture de la séance, l'un

des secrétaires, ayant donné lecture de la lettre de P. Manuel, par laquelle celui-ci donnait sa démission, le conventionnel Thureau se leva et prit la parole en ces termes : « Je demande qu'on passe à l'ordre du jour; motivé sur ce qu'il existe une loi qui défend aux fonctionnaires publics de quitter leur poste tant que l'Assemblée nationale n'aura pas fait proclamer la cessation des dangers de la patrie. Et, sur la proposition de Thureau, l'Assemblée passait à l'ordre du jour.

Comment, le 20 janvier 1872, l'un des représentants de l'Assemblée nationale, imitant le conventionnel Thureau, n'a-t-il pas demandé purement et simplement à l'Assemblée de passer à l'ordre du jour, refusant ainsi d'admettre la démission de M. Thiers, « parce que la patrie est encore en danger ? Rien n'était plus simple, ni plus logique, nous pourrions dire même, rien n'était plus pratique ni plus vrai. Et, en effet, il faut que personne ne s'y méprenne, pas même M. Thiers : c'est la situation si déplorable dans laquelle nous a plongés la dernière guerre qui a inspiré à nos représentants le vote de samedi et motivé la démarche de la commission présidée par M. Benoist-d'Azy, déléguée auprès du président de la République. Sans cela, qui peut répondre que le duc d'Aumale, par exemple, qui montrait le bout de son nez derrière la proposition Bathie, ne fût pas parvenu à se mettre aux lieux et place de celui qui fut jadis le serviteur de son père ? Seule, la pensée du danger commun a réussi à faire l'alliance momentanée de divers partis de la Chambre, et M. Gambetta lui-même n'a pas ménagé ses efforts pour obtenir le maintien de M. Thiers au pouvoir. Un fait qui doit être signalé, au milieu de cette crise, c'est que, tandis que le prince de Joinville donnait avec MM. Gambetta, Louis Blanc et Tolain un vote sympathique au président de la République, le duc d'Aumale, dont les vues ambitieuses seraient, dit-on, désavouées par son honnête et loyal frère, s'abstenait, lui, de se prononcer.

Prenez exemple sur M. Thiers, se souvenant de la proposition faite le 4 septembre 1870 par le député de Paris qui voulait substituer au gouvernement impérial une commission législative omnipotente, M. Bathie, par son ordre du jour, trop habile favorisait les ambitions du prince. Mais cette tentative, qui ne pouvait réussir que par suite d'une surprise, n'a pas abouti, et l'honorable M. Bathie, s'est aussitôt rallié à la majorité, ou, pour dire presque à l'unanimité de l'Assemblée, les orléanistes prétendent-ils que la proposition Bathie était exempte de toute arrière-pensée ?

Je veux croire qu'on fond, il n'a pas passé rien. Mais enfin on en cause, et cela n'est pas bien.

Pour être sages, le gouvernement et l'Assemblée mettront à profit l'expérience faite dans la dernière crise. En dépit du langage tenu par certains de ses amis dangereux, plats serviteurs de tous les régimes, qui voudraient lui faire croire qu'il est « un homme providentiel », M. Thiers, revenu au calme, s'inspirera de son patriotisme, et comprendra que, pour satisfaire un faux amour-propre, ou pour ne pas savoir réprimer un mouvement d'humeur qui ne fait que porter atteinte à sa grande personnalité, il ne peut lancer la France, qui s'est confiée à lui, dans toutes les aventures de l'imprévu. Cet imprévu est compliqué, d'ailleurs, d'une occupation étrangère, d'une dette de trois milliards ! Syndic de la faillite impériale, M. Thiers doit à ses concitoyens de liquider la dette de la France vis-à-vis de la Prusse; et jusqu'en 1871, il n'a pas le droit d'abandonner son poste, par cette même raison don-

née par Thureau, le 19 janvier 1793, à la Convention nationale, au sujet de P. Manuel, « que les dangers de la patrie » subsisteront jusqu'à l'évacuation de notre territoire par le paiement des trois milliards qui restent à solder à l'empereur d'Allemagne.

D'ailleurs, faire une question de gouvernement sur le vote de l'impôt des matières premières n'avait aucune raison d'être. La responsabilité du gouvernement n'était nullement engagée sur ce sujet et rien ne pouvait, par conséquent, motiver une décision aussi grave de la part du président de la République. Tout au plus la Chambre au sujet du retour à Paris. Là, M. Thiers peut croire réellement engagée la responsabilité du gouvernement; mais nous savons, de source assez certaine pour pouvoir l'affirmer, que le président de la République, même sur cette importante question, ne poussera pas les choses au point de compromettre sa situation personnelle et les intérêts du pays, et qu'il se serait décidé à simplement prononcer, à l'occasion de ce débat — comme à l'occasion de la loi militaire — un grand discours où il exposerait à la Chambre ses préférences et lui donnerait ses avis, laissant à ses collègues la responsabilité des décisions résultant de leurs votes.

C'est ainsi que le président de la République aurait toujours dû entendre le rôle que lui imposait l'acceptation par l'Assemblée et par lui de la proposition Rivet. Nous ne saurions trop le féliciter de l'avoir ainsi compris... quoique tardivement.

Bref, la séance du 20 janvier aura été de bon, qu'elle aura démontré l'impuissance de l'Assemblée nationale à créer quoi que ce soit en dehors de la République, et par suite la nécessité pour les vrais républicains de conserver cette Chambre jusqu'en 1871. Cette séance aura également pour résultat de rendre la confiance ébranlée par les bruits plus ou moins fondés de conspiration monarchique. Ainsi, nous avons le droit d'espérer que le paiement des trois milliards s'effectuera sans de trop grandes difficultés, et que nos départements occupés seront débarrassés des garnisons prussiennes. La France devenue alors indépendante travaillera à se faire libre, dans la bonne acception du mot.

Leçon serait complète et elle pourrait être considérée comme un bonheur pour la France, si enfin la Chambre comprenait, comme nous ne cessons de le lui répéter, il y a six mois, à Versailles, qu'elle ne peut rester exposée à la merci d'un seul homme, mortel comme nous, et qu'elle a des mesures à prendre pour ne pas laisser une porte constamment ouverte à la révolution ou à des restaurations, ce qui serait évidemment la même chose.

LÉONCE DÉTROYAT.

On assure que si M. Thiers avait persisté dans sa résolution de se démettre des fonctions de président de la République, la gauche et le centre gauche se seraient transportés à Paris et y auraient proclamé la République. La présidence que M. Grévy décline sans cesse, sous le prétexte évidemment déguisé que la République n'a pas été définitivement proclamée, serait-elle revenue ainsi à l'honorable président actuel de la Chambre ? C'est probable. En tous cas, il n'aurait dépendu que de lui de l'avoir. Le duc d'Aumale, président à Versailles, M. Grévy, à Paris ! On s'imagine ce qu'il en serait advenu. Et dire que dans la journée de samedi, sans la sagesse de l'Assemblée et sans le bon retour de M. Thiers, nous pouvions tomber dans

ces complications désastreuses ? C'en est bien fini cette fois, il faut l'espérer, avec toutes les discussions entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

On nous télégraphie de Versailles, 21 janvier, soir :

Ce matin, à onze heures, le prince Orloff, en tenue de ville, a présenté à M. Thiers les lettres qui l'accréditent auprès du président de la République française en qualité d'ambassadeur de l'empereur de Russie.

Le prince Orloff a ensuite déjeuné avec M. Thiers, et à trois heures le président de la République et l'ambassadeur de Russie sont venus ensemble à Paris.

Aujourd'hui, le prince Orloff rendra visite à ses collègues les ambassadeurs des autres puissances.

La réception diplomatique hebdomadaire de M. le ministre des affaires étrangères, qui n'a pas eu lieu vendredi dernier, aura lieu demain lundi, au palais du quai d'Orsay.

Le Rôle de M. Thiers

A part quelques journaux monarchiques et radicaux, la presse est unanime à féliciter l'Assemblée de la modération dont elle a fait preuve en votant un ordre du jour qui permit au président de la République de revenir sur sa malheureuse décision. Il est de fait que l'Assemblée s'est honorée aux yeux du pays en dédaignant de s'arrêter à des considérations d'amour-propre froissées que le langage peu mesuré de M. Thiers autorisait sans doute, mais que le patriotisme commandait d'écarter. Elle a donné à la France un exemple que l'on ne saurait trop louer, et qui lui a permis de se montrer, à l'avenir, moins susceptible, et surtout plus réservé.

Il ne faudrait pas, en effet, que le gouvernement, que M. Thiers surtout se méprenne sur la situation où il est à l'égard de l'Assemblée nationale. Le régime sous lequel nous vivons, depuis Bordeaux, n'a rien de commun avec le régime parlementaire. C'est un régime tout nouveau, créé en vue d'une situation et d'un homme exceptionnels : d'une part, une Assemblée unique et souveraine; de l'autre, un homme sur qui les suffrages de vingt-quatre départements et, plus tard, de ses collègues se sont portés comme sur le plus digne, qu'on a d'abord appelé chef du pouvoir exécutif, parce qu'il fallait bien lui donner un nom; puis président de la République, pour faire plaisir aux impatients, mais qui ne possède pas en réalité toutes les attributions d'un chef d'Etat dans une monarchie constitutionnelle ou dans une république parlementaire.

M. Thiers n'est pas l'égal de la Chambre, il est son chargé d'affaires. Il n'a d'autorité que celle qu'il tire de ses lumières, de son incontestable talent, de sa vieille expérience; de droits, il n'en a pas, à proprement parler. Il n'a ni le droit de veto, ni le droit de dissolution, sans lesquels un gouvernement, quelque nom qu'on lui donne, n'est autre chose qu'un conseil d'administration, sans pouvoir et sans autorité propres. Cette situation n'est pas du fait de M. Thiers; ce n'est pas lui qui l'a créée, mais enfin il l'avait acceptée jusqu'ici, malgré tous ses inconvénients, malgré les conseils que tous les hommes d'état un peu prévoyants, M. de Girardin le premier, n'ont pas craint de lui donner au lendemain de sa victoire sur la Commune. A cette époque là M. Thiers était peut-être assez fort pour constituer un vrai

gouvernement dont il fût nécessairement demeuré le chef; il ne l'a pas fait; il s'est fié à l'ascendant de sa parole, et il a cru pouvoir rester impunément en dehors de toutes les conditions du régime parlementaire; il s'est imaginé qu'il pourrait être à la fois chef d'Etat et premier ministre; l'événement vient de prouver à quel point il se faisait illusion.

Quoi qu'il en soit, en acceptant le pacte de Bordeaux, et, plus tard, en provoquant la proposition Rivet, M. Thiers s'était fait une loi d'incliner sa propre volonté devant celle de l'Assemblée nationale, et il semblait qu'il ne dut jamais en venir à l'extrême limite qu'on a vue. En donnant sa démission, il n'est pas resté dans la vérité de son rôle, qui est un rôle de soumission; or il faut bien, l'ayant accepté, qu'il se résigne à n'en plus sortir.

Ceux qui lui donnent d'autres conseils, ceux qui ne craignent pas d'imprimer en toutes lettres que la journée d'hier a été bonne pour tous, bonne surtout pour la France et pour la République, parce qu'elle a prouvé que M. Thiers était l'homme de la situation, l'homme unique, l'homme providentiel; ceux-là sont, à nos yeux, de bien maladroits serviteurs. Il se peut que M. Thiers ait été la Providence du Bien public. Mais, que notre confrère nous permette de le lui dire, son zèle officieux l'entraîne à des exagérations souverainement imprudentes. Il n'est jamais bon de dire aux gens haut placés qu'on les tient pour des hommes providentiels, parce qu'ils finissent toujours par croire ces choses-là.

Après cela, M. Vignault ose bien féliciter M. le président de la République de n'avoir pas fait appel au dévouement de l'armée ! Durant les heures douloureuses où il attendait, anxieux, une solution, notre confrère a, dit-il, entendu répéter cette phrase : « Un régiment finirait l'affaire. » Il a d'abord été frappé d'une patriotique stupeur, puis il s'est dit avec joie : « Non, il ne viendra pas de régiment ! » Non, je n'aurai pas à combattre le bon combat; — non, je n'aurai pas à terrasser une fois encore l'hydre de l'anarchie; — non, M. Thiers ne peut vouloir mettre mon amitié à cette dure épreuve; car le président est de ceux qui, tenant en main la force, l'oublient devant le droit, pour ne s'en souvenir que contre le crime. »

L'antithèse est jolie; mais quel diable a donc pu surexciter à ce point l'imaginaire épique de M. Vignault ? Quelle tentation guerrière l'a donc piqué ?

Heureusement tout s'est passé d'une façon moins dramatique et plus prévue. La Bourse ne s'est pas émue. Paris est resté fort tranquille, et M. Vignault seul a tremblé. N'importe, traiter du même coup M. Thiers d'homme providentiel, et le féliciter de n'avoir pas fait de coup d'Etat, c'est pousser un peu loin la reconnaissance.

ALBERT DURUY.

A Monsieur Léonce Détrouyat, directeur de la *Liberté*.

Divers journaux ont reproduit une dépêche du *Times* annonçant des pourparlers entre M. Thiers, d'une part, et MM. de Rothschild, de Paris; Sina, de Vienne; Thomas Gibbs, de Londres; d'autre part, en vue d'un emprunt de trois milliards garanti par le monopole des tabacs, qui serait concédé pour trente années à ces banquiers.

Je crois, comme vous, que ce n'est qu'un ballon d'essai. Mais je regarde comme fort à propos, néanmoins, de reprendre à nouveau l'idée d'un emprunt spécial particu-

BOURSE DU 22 JANVIER				OBLIGATIONS			
Cote	Bas	Haute	Clôture	Cote	Bas	Haute	Clôture
100	99	100	99 1/2	100	99	100	99 1/2
101	100	101	100 1/2	101	100	101	100 1/2
102	101	102	101 1/2	102	101	102	101 1/2
103	102	103	102 1/2	103	102	103	102 1/2
104	103	104	103 1/2	104	103	104	103 1/2
105	104	105	104 1/2	105	104	105	104 1/2
106	105	106	105 1/2	106	105	106	105 1/2
107	106	107	106 1/2	107	106	107	106 1/2
108	107	108	107 1/2	108	107	108	107 1/2
109	108	109	108 1/2	109	108	109	108 1/2
110	109	110	109 1/2	110	109	110	109 1/2
111	110	111	110 1/2	111	110	111	110 1/2
112	111	112	111 1/2	112	111	112	111 1/2
113	112	113	112 1/2	113	112	113	112 1/2
114	113	114	113 1/2	114	113	114	113 1/2
115	114	115	114 1/2	115	114	115	114 1/2
116	115	116	115 1/2	116	115	116	115 1/2
117	116	117	116 1/2	117	116	117	116 1/2
118	117	118	117 1/2	118	117	118	117 1/2
119	118	119	118 1/2	119	118	119	118 1/2
120	119	120	119 1/2	120	119	120	119 1/2
121	120	121	120 1/2	121	120	121	120 1/2
122	121	122	121 1/2	122	121	122	121 1/2
123	122	123	122 1/2	123	122	123	122 1/2
124	123	124	123 1/2	124	123	124	123 1/2
125	124	125	124 1/2	125	124	125	124 1/2
126	125	126	125 1/2	126	125	126	125 1/2
127	126	127	126 1/2	127	126	127	126 1/2
128	127	128	127 1/2	128	127	128	127 1/2
129	128	129	128 1/2	129	128	129	128 1/2
130	129	130	129 1/2	130	129	130	129 1/2
131	130	131	130 1/2	131	130	131	130 1/2
132	131	132	131 1/2	132	131	132	131 1/2
133	132	133	132 1/2	133	132	133	132 1/2
134	133	134	133 1/2	134	133	134	133 1/2
135	134	135	134 1/2	135	134	135	134 1/2
136	135	136	135 1/2	136	135	136	135 1/2
137	136	137	136 1/2	137	136	137	136 1/2
138	137	138	137 1/2	138	137	138	137 1/2
139	138	139	138 1/2	139	138	139	138 1/2
140	139	140	139 1/2	140	139	140	139 1/2
141	140	141	140 1/2	141	140	141	140 1/2
142	141	142	141 1/2	142	141	142	141 1/2
143	142	143	142 1/2	143	142	143	142 1/2
144	143	144	143 1/2	144	143	144	143 1/2
145	144	145	144 1/2	145	144	145	144 1/2
146	145	146	145 1/2	146	145	146	145 1/2
147	146	147	146 1/2	147	146	147	146 1/2
148	147	148	147 1/2	148	147	148	147 1/2
149	148	149	148 1/2	149	148	149	148 1/2
150	149	150	149 1/2	150	149	150	149 1/2
151	150	151	150 1/2	151	150	151	150 1/2
152	151	152	151 1/2	152	151	152	151 1/2
153	152	153	152 1/2	153	152	153	152 1/2
154	153	154	153 1/2	154	153	154	153 1/2
155	154	155	154 1/2	155	154	155	154 1/2
156	155	156	155 1/2	156	155	156	155 1/2
157	156	157	156 1/2	157	156	157	156 1/2
158	157	158	157 1/2	158	157	158	157 1/2
159	158	159	158 1/2	159	158	159	158 1/2
160	159	160	159 1/2	160	159	160	159 1/2
161	160	161	160 1/2	161	160	161	160 1/2
162	161	162	161 1/2	162	161	162	161 1/2
163	162	163	162 1/2	163	162	163	162 1/2
164	163	164	163 1/2	164	163	164	163 1/2
165	164	165	164 1/2	165	164	165	164 1/2
166	165	166	165 1/2	166	165	166	165 1/2
167	166	167	166 1/2	167	166	167	166 1/2
168	167	168	167 1/2	168	167	168	167 1/2
169	168	169	168 1/2	169	168	169	168 1/2
170	169	170	169 1/2	170	169	170	169 1/2

Le Rêveur en France

lièrement appuyé sur les produits nets annuels des postes et des tabacs. Permettez-moi de vous rappeler que je vous en ai exposé le mécanisme en mars 1871, et que, tout en accueillant l'idée en principe, vous m'avez conseillé d'en ajourner la publication, pour des raisons excellentes auxquelles je me suis volontiers rendu.

Aujourd'hui les temps sont changés. Le paiement de l'indemnité de guerre s'impose dès à présent aux esprits avec une telle force, que chacun s'efforce à trouver des ressources nouvelles pour y faire face. Le gouvernement seul remonte le courant et demande à la routine de doubler ses moyens. Mais l'aggravation et la multiplication des impôts ne nécessitent pas de grands efforts d'intelligence de la part d'un ministre des finances, qui ne veut pas plus chercher qu'innover. En tournant dans le cercle des idées ordinaires, on ne trouve que des combinaisons surannées et des procédés rétrogrades. Et si aujourd'hui l'impôt sur les matières premières donne tant de soucis au gouvernement et inspire tant de répulsion partout, c'est que c'est une charge qui sera aussi funeste au pays qu'impayable à nous tirer d'embarras.

Le pays est déjà trop endolori de souffrances physiques et morales pour qu'on ne cherche pas à appliquer de nouveaux remèdes à ses maux innuis. C'est pourquoi il y a lieu de bien examiner si les moyens fiscaux usités ne se prêteront pas, soit à une modification, soit à une transformation.

Telle a été ma pensée, monsieur le directeur, quand je me suis attaché à l'étude des ressources que les postes et les tabacs fournissent au budget. J'ai pu me convaincre que ces deux administrations étaient loin d'avoir leur rendement possible, et, sans entrer dans la critique sur leur fonctionnement, je ne m'attachais qu'à leurs chiffres actuels, que je prends au budget de 1871.

Les tabacs produisent 254,329,000 fr. par an et coûtent 49,639,900 fr. de frais d'exploitation. Les postes donnent 93 millions de francs et en coûtent 68 environ. Les bénéfices nets de ces deux monopoles se chiffrent par 229,689,100 fr. Il y a à la fois des éléments d'intérêt et d'amortissement d'un emprunt de 3 milliards. Les intérêts à 5 0/0 prendraient 150 millions, et 79,689,100 fr. resteraient à l'amortissement. Cette somme, augmentée chaque année par la décroissance du capital et par suite du compte d'intérêts, entraînerait l'extinction de la dette de 3 milliards en 30 ans environ.

Jusqu'ici les emprunts ont eu pour base les ressources générales de l'Etat et pour garantie l'inscription au grand livre de la Dette publique. En définitive, le grand livre de la Dette publique est une fiction, une convention, respectable, respectée, mais rien de plus. Si les places d'Europe ont déjà une telle confiance dans nos rentes actuelles garanties par la simple inscription au grand livre, quelle confiance plus grande encore n'accorderaient-elles pas à des titres ayant pour gage déterminé, précis, permanent et durable, la consommation d'objets de première nécessité? Quelles que soient les prévisions fausses que puissent imaginer les esprits les plus chagrins, ils ne sauraient concevoir la paralysie totale dans les postes et l'abstention dans les tabacs.

Ce n'est pas le moment, pour l'Etat, d'abandonner ses monopoles. Il doit se les faire pardonner en en faisant le meilleur usage possible et nullement s'en dessaisir. Il peut, aussi bien que les Rothschild et les Sina, faire une émission de titres qu'en raison de leur nouveauté et de la sécurité qu'ils présenteront, la haute finance et la petite épargne se disputent dans tous les pays jouissant d'un marché financier.

Pour la France, ce serait la libération rapide, sans charge nouvelle sensible, car il faut bien admettre que trois milliards entre les mains d'un véritable ministre des finances doivent produire des avantages au Trésor tels que celui-ci ne souffre pas de l'aléa momentané d'une recette annuelle de 229 millions.

E. JOSEPH LARDIN.

Le Radical a reçu une assignation à comparaitre devant la cour d'assises du département de la Seine.

Le numéro incriminé est celui du 19 janvier.

Il est accusé :

1° D'avoir outragé la morale publique et religieuse ;

2° D'avoir tourné en dérision une religion dont l'établissement est légalement reconnu en France.

Nous sommes bien du pays où le ridicule tue. Les poursuites dirigées contre le Radical sont vraiment regrettables, et M. Dupanloup doit se demander pourquoi M. Littré, bien autrement coupable, puisqu'il nie Dieu, l'immortalité de l'âme, croyance commune à toutes les religions, n'est pas poursuivi au même titre que le Radical.

L'ancien régime procédait autrement ; il était intolérant, inquisiteur, mais logique. Quand Helvétius, philosophe et titulaire d'une chaire de morale au Collège de France, fut accusé d'athéisme, le Parlement, la Sorbonne et le pape condamnèrent le livre, et l'auteur se rétracta.

Le pape, la Sorbonne et le Parlement, étant en désaccord depuis nombre d'années, M. Littré ne sera pas inquiété, et nous nous en réjouissons ; mais pourquoi poursuivre le Radical ?

Nous sommes toujours les mêmes, prêts à recevoir, sans mot dire, un bon coup d'épée, mais incapables de supporter la piquette d'un moustique.

Voilà pourquoi nous ne serons jamais libres.

M. Léon Say, dit la République française, n'est pas seulement préfet, mais aussi député ; en cette qualité, il devait se prononcer pour ou contre l'impôt sur les matières premières.

C'est justement parce que M. Léon Say est à la fois préfet de la Seine et député que nous ne pouvons admettre le double rôle qui lui est réservé par sa double situation. Nous n'admettons pas davantage que le duc de Broglie, ambassadeur de France à Rome, vienne à l'Assemblée nationale combattre la politique du gouvernement et soutenir les prétentions de la famille d'Orléans ; enfin, l'attitude de M. Picard, député et ministre de France en Belgique, s'échappant de Bruxelles pour tenir des conférences et proposer de proclamer la République malgré le pacte de Bordeaux, malgré les déclarations formelles de M. Thiers, a justement indigné tous les hommes de bon sens.

C'est pourquoi nous pensons que le mandat de député est incompatible avec les hautes fonctions d'ambassadeur, de ministre à l'étranger et de préfet. Notre critique à l'endroit de M. Léon Say, dont nous apprécions fort la modération et l'habileté comme préfet, n'avait d'autre objet que de faire toucher du doigt les inconvénients d'une pareille situation.

Nous lisons, non sans surprise, dans l'Avenir national, que MM. d'Aumale et Bazaine ont fait ces jours derniers échange de visites. M. d'Aumale, ajoute l'Avenir national, paraît avoir accepté gracieusement les avances qui lui ont été faites par le maréchal.

M. Ledru-Rollin et Jean Brunet

Le citoyen Razoua, pétroleur de première classe et rédacteur in partibus infidelium de l'Emancipation de Toulouse, raconte dans les colonnes de ce journal l'anecdote que voici :

C'était pendant le siège de Paris par les Prussiens. J'étais allé, avec un ami, faire une visite à Ledru-Rollin. A notre arrivée, un vieux monsieur à longue barbe grise et à figure placide nous croisa dans l'antichambre.

Ce vieux monsieur était un officier supérieur d'artillerie, démissionnaire au 2 décembre et républicain de vieille roche ; il avait nom Jean Brunet.

— Ce pauvre Brunet sort d'ici, nous dit Ledru-Rollin, il a décidément des fureurs dans le cerveau ; il est convaincu, en ce moment, que Bismarck a détaché à ses trousses quatre estafiers prussiens qui ne le quittent pas plus que son ombre. — Ce procédé de Bismarck n'a rien qui m'étonne, m'a-t-il dit avec un calme imperturbable, Moltke et lui savent bien que moi seul puis leur faire lever le siège de Paris et leur faire repasser le Rhin et plus vite que ça. — Comme Trochu, ce pauvre Brunet a son plan, soupire Ledru-Rollin.

Je revis plus tard, à Bordeaux, le député Jean Brunet toujours placide et toujours convaincu de l'aveuglement de ses contemporains à l'endroit de son plan sauveur. Il avait, à l'Assemblée impayable qui travailla à notre bonheur, la spécialité des motions bizarres ; la dernière à dépasser les précédentes de cent coudées. Le temple sur le fronton duquel on inscrivait : « Christ est vainqueur, règne et commande » se transformait, j'en ai peur, en une cellule de Charenton pour le pauvre Jean Brunet.

REVUE DES JOURNAUX

Le Temps, que l'on sait plein de ménagements pour le gouvernement de M. Thiers, interprète cependant l'ordre du jour voté par l'Assemblée comme le faisait hier la Liberté. Il y voit, comme nous, un avertissement donné au président de la République, et rendant l'observation scrupuleuse du contrat constitutionnel dont il a souscrit les termes.

Le texte qui a prévalu est conçu en excellents termes, et est de tout point conforme à la vérité des choses. On peut, en effet, différer d'opinion avec M. Thiers sur la valeur d'un impôt, et on pourra même différer sur l'organisation militaire, sans pour cela cesser de le tenir pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour le seul homme capable d'être en ce moment à la tête du gouvernement. C'est exactement ce que l'Assemblée a dit, et c'est ce que, dans des circonstances semblables, elle sera toujours amenée à dire. Il ne serait pas honnête, toutefois, que la même nécessité se reproduisît, à du moins et avant d'avoir prouvé que M. Thiers d'empêcher ; il lui suffirait pour cela de donner moins souvent de sa personne, et de distinguer, dans ses responsabilités, ce qui est accessoire de ce qui est principal.

La Gazette de France, analysant le spectacle offert par les divers partis dans les phases successives de la crise présidentielle, y voit un symptôme irréversible d'impuissance pour toutes les opinions qui ne sont pas la sienne... naturellement.

Tous les groupes de républicains, dit-elle : républicains modérés et immodérés, radicaux ou formalistes, ont fait l'inventaire de leur personnel et reconnu l'impossibilité de mettre aucun nom en avant. Cette crise, si fâcheuse à tant d'égards, a du moins cet avantage d'avoir prouvé que les républicains annuels, le centre gauche et la gauche n'ont aucune combinaison sérieuse à présenter. Cette conviction devrait avoir pour effet de prouver à tous les républicains honnêtes que l'on ne gouverne pas avec des individualités, mais avec des principes, avec un système politique, et qu'il y a de système politique offrant de sérieuses garanties que celui de la monarchie légitime représentative constitutionnelle.

Nous nous permettons de demander à la Gazette de France pourquoi les partisans de cette monarchie légitime ne se sont point montrés dans cette circonstance comme ils devaient, comme ils pouvaient le faire, et la vérité des principes à la puissance invincible que lui prête le journal de M. Janicot? Cette estimable feuille s'enferme ici dans une véritable pétition de principe. La monarchie qu'elle acclame ne peut être acceptée par le pays que si elle rallie la majorité des Français, tout comme les autres systèmes politiques, aussi bien le compromis révolutionnaire, représenté à ses yeux par la faction orléaniste, que la révolution pure incarnée dans une dictature gambettiste. Il ne faut pas espérer sur l'intervention inattendue d'une nouvelle révélation permise par la circonstance ; l'honnêteté bien connue de la Gazette et de son parti ne permettent point de songer à un coup d'Etat, les moyens violents fussent-ils praticables.

Reste donc un retour de l'opinion, démentant tout ce qu'elle a pensé et approuvé jusqu'ici, une abdication volontaire de ses droits les plus chers, du suffrage universel, par exemple. Quelle que soit la gravité de la situation, la difficulté apparente du problème, nous ne pouvons voir dans ces espérances qu'un acte de foi qui honore ses auteurs.

Hélas ! l'Univers, lui, n'espère rien. Il nous peint la situation en termes amers, où le scepticisme, celui d'Hannet, semble seul fait pour trouver place. M. Louis Veillot et ses lecteurs ont besoin de croire fermement en un monde meilleur et dans la réalisation future d'une politique surannable, l'un pour écrire, les autres pour accepter de pareilles peintures.

La crise est finie, dit l'Univers, et rien n'est terminé, voilà, en deux mots, l'histoire d'hier, d'aujourd'hui et de demain. M. Thiers reste ce qu'il était, un homme, un être humain, unique, indispensable, tellement son possible et tellement son impossible, qu'il ajoute la qualité d'impossible à toutes celles qu'il a. On ne saurait se passer de lui. Situation tragique, hélas ! où l'élément comique se laisse trop voir et prend trop de jeu. C'est la dislocation d'un grand peuple et la peinture d'un ménage difficile. On n'est d'accord sur rien, on se brouille à propos de tout, on se querelle, on s'égare, on s'embrasse ensemble, mais on ne se met pas d'accord. Prolongation de bail par ordre de Faute-de-Mieux et par conseil de Crainte-de-Pire.

Crainte-de-Pire et Faute-de-Mieux : entre ces deux gâtes-là, nous suivons jusqu'au terme, sans aucune allégorie, les yeux fermés, la voie épaisse qui mène où ? Personne ne le sait. Mais pour continuer de parler le langage des allégories et des moralités du moyen âge, tout le monde dira que le prochain relai s'appelle l'Éternité. Le point de repère d'aujourd'hui, le point d'arrivée, le point de départ, le point de destination, le point d'origine, le point de science, de lumière et de progrès !

Le Courrier de France, frappé de l'instabilité du régime constitutionnel créé par l'intervention incessante de M. Thiers dans les discussions parlementaires, y voit pour l'Assemblée l'invitation de prendre dans le plus bref délai, deux déterminations : celle de créer un vice-président de la République, et celle de proclamer définitivement la forme républicaine.

Voici ses paroles :

En attendant que la Chambre se décide à proclamer enfin la République, M. Thiers, dont le patriotisme est grand, dont la sagesse est profonde, se dira que la première condition d'un état de choses régulier, c'est la non-interruption du pouvoir ; il se rappellera que Louis XIV lui-même était mortel, et alors, revenant tout ensemble sur cette impolitique proposition Rivet, qui prévoyait tout, excepté l'avenir, on songera enfin à créer un vice-président que l'on confiera à un homme sage, éclairé, estimé de tous les partis, donnant des garanties à l'ordre, et sincèrement dévoué à la République, de telle sorte que le jour où M. Thiers offrirait sa démission, on n'aurait pas à lui succéder, mais à lui succéder, ceux-ci ne se verraient pas forcés d'imposer à son patriotisme le fardeau des affaires publiques.

De la crise d'hier il se dégage deux choses : 1° La nécessité de désigner immédiatement le président de l'Assemblée comme vice-président de la République ; 2° Le danger de provisoire et l'urgence d'en sortir par la proclamation prochaine et définitive de la République.

Nous craignons que les moyens proposés par le Courrier de France ne soient pas la panacée qu'il espère. Un vice-président ne changerait rien, en effet, à la situation, s'il est reconnu que M. Thiers est le seul homme nécessaire. On le vice-président en question serait capable de remplir la vacance du pouvoir dans le cas d'une retraite volontaire ou forcée du président de la République, et alors n'est pas besoin de le faire remarquer, M. Thiers ne serait plus l'homme, le nécessaire, le jour où il partirait. M. Louis Veillot. Qui ne voit que la découverte d'un vice-président rendrait d'avance inutile la création d'un vice-présidence ?

L'impôt sur les Matières premières

Voici les noms des 367 membres de l'Assemblée nationale qui ont voté pour la proposition de M. Ferry et contre l'impôt sur les matières premières, vote à la suite duquel M. Thiers a cru devoir donner sa démission :

MM. Adam (Pas-de-Calais), Edmond Adam (Seine), Anatole Ancelet, André Charenton, André (Seine), Anisson-Duperron, Arbel, Arnaud (de l'Ariège), Arrazat, Aubry, Balsan, Banbergère, Bardoux, Barthe, Bancarel, Béranger, de Beauville, Berlet, Martin Bernard (Seine), Besant, Bin de Bourdon, Blouin, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-Duval, Callet, de Carayon-Latour, Carion, Carnot père, Sadi Carnot, Carquet, le marquis de Castellane, Castellan, Cazot, Cézanne, Challemeil-Lacour, Chailley, le général Chanzy, Chardon, Chastelain, le comte de Chardonny, Chéroux, Bocher, Bodin, le vicomte de Bonald, Bonnet, Boreau-Lajard, Botteux, Albert Boucau, Bouché, Bouchet, Boullier (Loire), Boyer, Boyssat, Brabant, Jules Brune, Brelay, Paul Breton, Brice (Ille-et-Vilaine), Brice (Morbihan), de Brigue, Brille, Henri Brisson (Seine), Broët, Brousses, Charles Brun (Var), Lucien Brun (Ain), Brunet, Bude, Buffet, Jules Brisson (Aude), Buisson (Seine-Inférieure), Buisson-D

Nos renseignements nous permettent d'affirmer que le principe d'indemnité a été adopté par le conseil général, assurant ainsi le tiers de leurs créances aux petits propriétaires.

Restent maintenant, vu le nombre considérable des demandes, les difficultés de la vérification; l'administration a dû enlever à cet effet, une véritable armée d'enquêteurs qui travaillent sans relâche. Nous pouvons donc espérer que la décision prise par le conseil général ne tardera pas à recevoir un commencement d'exécution.

LES BIENS DES CONTUMAX

M. le directeur de l'administration du timbre et des domaines vient de recevoir de M. le chef de la justice militaire la liste complète des contumax que va prochainement juger le troisième conseil de guerre. A cette liste est jointe l'adresse de chacun des accusés. M. le directeur de l'administration du timbre et des domaines doit s'occuper, dans le plus bref délai, de faire rechercher quels sont les biens de toute nature, meubles ou immeubles, que ces individus peuvent posséder en France. On sait, en effet, que, conformément à l'article 435 du Code de instruction criminelle, l'administration des domaines met sous le séquestre les biens de tout contumax qui ne se présente pas devant le tribunal dix jours après la notification qui lui en est faite à son domicile connu. Il y a tout lieu de croire que l'administration des domaines n'aura pas grand-peine à mettre sous le séquestre dans les cas présent, car les contumax de la Commune ont prudemment emporté avec eux, sur la terre d'exil, le produit des économies réalisées par eux du 18 mars au 22 mai.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Le ministre de l'intérieur vient de demander à M. Léon Say de lui adresser un rapport sur le personnel de secours attaché à chacun des bureaux de bienfaisance des vingt arrondissements de Paris. Ce personnel de secours se compose de médecins, de chirurgiens et de sages-femmes, chargés de donner aux nécessiteux des consultations et des soins gratuits. Depuis deux ans, il était à peu près désorganisé, par suite des événements.

Conformément à la demande du préfet de la Seine, on rédige en ce moment à l'administration centrale de l'assistance publique un rapport sur le personnel de secours. Ce rapport indique quel doit être le nombre des personnes attachées aux bureaux de bienfaisance de chaque arrondissement. La liste des médecins, juristes, conseillers et chirurgiens proposés y sera jointe. Il va sans dire que toutes les personnes qui occupent en ce moment un emploi de ce genre le conserveront. On se borne à compléter les cadres et à augmenter le personnel partout où le besoin s'en fera sentir.

LA COMMUNE A LONDRES

Nous recevons aujourd'hui de Londres de nouveaux renseignements des plus curieux sur les réfugiés de la Commune. Il y a été, mercredi dernier, très sérieusement question d'un duel à l'épée entre les citoyens Eugène Vermersch et Camélinat, l'ancien directeur communal de l'hôtel des Monnaies. La cause de cette querelle était la qualification d'agent bonapartiste adressée à Vermersch par Camélinat.

Les témoins, qui étaient Arvial et Theisz, d'une part, Candiau et Varella d'autre part, avaient déjà fixé la rencontre à jeudi matin, quand tout à coup Vermersch s'est ravisé et a écrit à Camélinat une lettre d'excuses que publient plusieurs journaux anglais. Camélinat a renvoyé à Vermersch sa lettre, après y avoir écrit en travers ces mots : « *Salut à la Commune* ».

Nous avons annoncé dernièrement le mariage de la fille aînée de Karl Marx avec l'huissier de la Commune, Lemoussu. Nous apprenons aujourd'hui que M^{lle} Marx a cinquante mille francs de dot. Lemoussu a fait cent mille francs d'économies environ sous la Commune. On voit qu'ils ont de quoi vivre honnêtement.

ARRESTATION D'UN ASSASSIN

Avant-hier, on a arrêté dans le quartier du Faubourg-du-Temple un bandit de la plus dangereuse espèce.

Cet individu était en prison à Thionville, sous une accusation capitale, lorsqu'il fut mis en liberté par les Prussiens, après la prise de la ville.

Depuis lors on avait perdu ses traces, lorsque vendredi dernier il fut reconnu et signalé aux agents de police par deux de ses compatriotes. Arrêté immédiatement et conduit chez le commissaire du quartier, il fut reconnu pour être le nommé Weyler, forçat libéré, accusé d'assassinat et de vol sur la personne d'une femme à laquelle il a coupé le cou avec un couteau de poche.

Pressé de questions par le commissaire, Weyler avoua tranquillement qu'il avait subi quatre condamnations, dont une à cinq ans de travaux forcés, et qu'à sa sortie du bagne il avait, dans un moment de *vivacité*, coupé le cou à la femme X..., parce qu'elle réclamait l'argent qu'il lui avait volé.

L'assassin est en ce moment à la préfecture.

LE TEMPLE PROTESTANT DE LA RUE SAINT-ANTOINE

On répare en ce moment le temple protestant situé au numéro 216 de la rue Saint-Antoine. Ce monument, en effet, sans être entièrement détruit, a eu beaucoup à souffrir de la guerre des rues. Une grande partie de la toiture s'est effondrée sous les obus lancés par les batteries communales du Père Lachaise et des Buttes-Chaumont. Les murs ont été troués en nombre d'endroits, et le logement du concierge est entièrement détruit. Dans la porte principale, on compte quatre-vingt trous de balles, et elle est percée à jour comme une écumoire. On a disposé samedi des étais pour soutenir les murs, qui menacent ruine; les travaux de réparation commencent aujourd'hui.

On estime qu'ils dureront un mois environ, et coûteront de 9,500 à 10,000 francs. C'est aux frais du Gouvernement qu'est réparé cet édifice. Ainsi est rendue inutile une souscription qui, pour accélérer sa réédification, avait été ouverte parmi les protestants de Paris.

LE CHAUFFAGE DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

Nous avons obtenu hier de curieux renseignements sur le prix auquel revient annuellement le chauffage des bibliothèques publiques. La Bibliothèque nationale dépense en moyenne pour trente-cinq francs par jour de bois et de charbon; la bibliothèque Mazza pour vingt-huit francs; celle de la Direction des cultes pour onze francs; celle du Collège de France pour huit francs. Soit, pour ces quatre bibliothèques, quatre-vingt-deux

francs par jour. En admettant qu'elles soient chauffées cinq mois par an, du commencement de novembre à la fin de mars, cela fait une dépense annuelle de douze à treize mille francs chaque hiver.

ABATTAGE DES ARBRES MORTS DES TUILERIES

Un grand nombre d'arbres du Jardin des Tuileries ont été blessés pendant le siège et sont morts ou bien malades; l'administration vient d'en décider l'abattage.

On en retirera environ soixante stères de bois qui serviront à chauffer l'Orangerie jusqu'à la fin de l'hiver.

Le fameux maronnier du 20 mars est complètement découronné, on le soigne cependant sans toutefois pouvoir garantir sa guérison. Il a fallu opérer l'amputation d'une dizaine de branches qui avaient été mutilées par les éclats d'obus.

TENTATIVE DE SUICIDE

Des cris épouvantables sortaient hier matin d'une maison de la rue des Moines, à Bagatelles. On se précipita immédiatement dans la pièce d'où ils partaient — une chambre au cinquième étage — et on aperçut, cramponné aux barreaux de son lit et tout sanglant, le locataire de cette chambre, qui venait de se frapper de trois coups de couteau dans le côté droit de la poitrine. Le docteur Jolliot, aussitôt appelé, constata que les blessures n'étaient pas mortelles. Le blessé est un jeune homme nommé Pierre de T... B..., et appartenait à une excellente famille. Ce sont des chagrins d'amour qui l'ont poussé à cet acte de désespoir.

LA VENTE DE M. SOLEIL

Voilà huit jours que la vente du cabinet d'estampes de feu M. Soleil, le caissier de la Banque de France, se poursuit à l'hôtel Drouot. Elle a déjà produit cent-dix-huit mille francs. Mardi commença la vente des médailles, qui durera jusqu'à vendredi. Samedi, lundi et mercredi on vendra la bibliothèque, qui est des plus curieuses. Elle comprend une des plus magnifiques collections d'Elzévir qui ait jamais été réunie par un particulier.

LE MÈTRE ÉTALON

Nous apprenons qu'un mètre étalon va être immédiatement déposé dans les archives des vingt arrondissements, pour être mis à la disposition du public.

Des poids de un kilogramme et un centigramme y seront joints. C'est à l'initiative de M. Léon Say que cette excellente mesure est due.

LE COMMERCE DES LONDRES A CINQ SOUS

La régie fait en ce moment une chasse acharnée à certains industriels qui, en nombre relativement assez grand, exploitent le public depuis l'élévation de prix des londres. Les industriels en question vendent cinq sous de mauvais cigares allemands, qui ont à peu près la forme du londres et qu'ils disent avoir achetés aux marchands de tabac ayant l'augmentation de prix. Deux individus qui faisaient ce commerce, les sieurs Pierre Liant et Emmanuel Codo, ce dernier Espagnol de naissance, ont été arrêtés, hier 19, rue de Lancry. On a trouvé chez eux, dans une mansarde du cinquième étage, deux mille cigares environ, fabriqués à Hambourg et qui, passés en fraude, devaient leur revenir à onze centimes environ. On voit qu'ils réalisaient un assez joli bénéfice. C'est une de leurs dupes qui les a dénoncés.

LES FONTAINES PUBLIQUES A PARIS

La Compagnie des Eaux vient de faire commencer d'importants travaux dans Montrouge pour l'établissement des nouvelles fontaines publiques. Certaines parties de ces quartiers sont, en effet, complètement privées d'eau. Le nombre de nouvelles fontaines qui vont être construites s'élève au nombre de onze.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL AUX ARTS-ET-MÉTIER

S. M. Dom Pedro, empereur du Brésil, a visité hier le Conservatoire des arts-et-métiers. Il s'est rendu à une heure et demie à la salle des machines, où l'attendait le directeur du Conservatoire, le général Morin; et après un examen attentif des machines, qu'il avait en soin de faire fonctionner à son intention, il a parcouru avec le plus grand intérêt les autres salles, s'arrêtant spécialement à la section d'optique, où il est resté plus d'une demi-heure, donnant des explications fort intéressantes sur une immense chambre noire qu'il a fait établir, sous sa direction, dans une des salles de l'Institut du Brésil.

L'empereur a quitté le Conservatoire à trois heures, après avoir complimenté à plusieurs reprises le général Morin sur sa direction.

EXPLOSION DE POUDRE

Hier soir, un vieillard, Joseph R..., âgé de 70 ans, demeurant rue de Vanves, 70, était occupé à vider un petit baril de poudre. Sa femme était près de lui et regardait l'opération. Tout à coup une violente explosion se fit entendre. L'imprudent vieillard s'était placé près du foyer et le feu avait gagné la poudre. Les voisins s'alarment accoururent à ce bruit et après quelques efforts parvinrent à éteindre l'incendie qui s'était déclaré après l'explosion. Un lit et quelques hardes furent seuls détruits. Quant à Joseph R... et à sa femme, ils avaient été immédiatement transportés chez M. Lyg ugoire, pharmacien, rue de Vanves, 3, qui leur donna les premiers soins, et de là à l'hôpital de la Charité. Leur état est très grave.

LES PRISONNIERS RELAXÉS

Un convoi de prisonniers de la Commune, rendus à la liberté par suite d'ordonnances de non-lieu, est arrivé hier soir à la gare d'Orléans par le train de sept heures. Il se composait d'une centaine d'individus de tout âge et de toute condition; nous avons remarqué parmi eux un vieillard à longue barbe blanche, dont la joie bruyante et babillarde faisait un contraste très marqué avec la gravité silencieuse des autres relaxés.

Tous ces détenus avaient été extraits du fort Boyard, de l'île d'Aix; du fort Madame, de l'île d'Orset, amenés à La Rochelle sur un bateau à vapeur de l'Etat, le *Vigilant*, d'où ils sont partis ensemble pour Paris, après avoir passé deux nuits et un jour à la tour de la Lanterne.

Deux d'entre eux sont restés à La Rochelle pour être transférés ensuite à la maison centrale de Villeneuve-d'Angon. Ce sont les nommés Leduc et Truchard, condamnés tous les deux à la déportation simple, et dont la peine a été commuée en celle de cinq années de prison. Leduc, pendant l'insurrection, commandait une partie des forces navales de la Commune, et Truchard s'occupait spécialement de la surveillance de la fabrication des munitions de guerre. Ilsurent l'un et l'autre un moment de popularité. Hélas! qui se souvient aujourd'hui de Leduc? qui se souvient de Truchard?

UN SAUVETAGE

Hier, un grand nombre de personnes étaient arrêtées sur le pont du Temple et regardaient avec anxiété un homme qui, tout habillé cependant, nageait et plongeait vigoureusement. Ce courageux sauveteur, dont nous regrettons de ne pouvoir donner le nom, ramena bientôt sur la rive la nommée Aimée Legros, veuve Brunet, blanchisseuse, âgée de quarante-quatre ans, qui venait de se jeter à l'eau. Cette malheureuse était déjà presque inanimée. Elle fut transportée par les soins de M. Gabet, commissaire de police, à l'hôpital Saint-Louis, où elle fut admise d'urgence. On ignore les motifs qui ont pu la pousser à cet acte de désespoir.

ASSASSINAT DANS UN WAGON

On nous écrit de Castelnaudary : « Un train de voyageurs était en marche le 19 sur le chemin de fer du Midi lorsque, entre les stations de Bram et Pexiora, un cri terrible retentit dans une voiture de 3^e classe, voisine du fourgon.

« Un ancien marin, le nommé Guirault, né à Roscoff (Finistère), venait de frapper d'un violent coup de couteau sur le crâne l'un des voyageurs appelé Colombier.

« La victime, transportée à l'hôpital de Castelnaudary, a expiré à trois heures du matin, après avoir pu donner quelques détails. L'assassin a frappé sans qu'aucune provocation motivât cet acte de fureur que, jusqu'à plus ample informé, on attribue à une surexcitation causée par un affaiblissement des facultés mentales.

« Le crime eut pour témoins deux voyageurs épouvantés par l'assassin brandissant le couteau avec lequel il venait de frapper un homme inoffensif; ils ont ouvert la portière et se sont précipités sur la voie, à une petite distance de la station de Bram. L'un d'eux, le sieur Marty, de Salles, est tombé sur le revers de la voie et s'est blessé très grièvement. Quant à Guirault, il a été écroué à la maison de justice de Castelnaudary. »

Nous apprenons avec la plus vive satisfaction que M. Paul Amillau, directeur des chemins de la haute Italie, dont le wagon s'était brisé dans le parcours de Turin à Gènes, n'a pas été blessé, contrairement à ce que nous avait écrit à ce propos par un de nos correspondants d'Italie.

Le wagon dans lequel se trouvait M. Amillau et M. Ubays a bien été entraîné pendant quatre kilomètres sur la voie, mais les deux voyageurs secourus, à temps, étaient sains et saufs au moment de l'arrêt du train.

Caisse des Dépôts et Consignations

La Caisse de retraites pour la vieillesse a reçu du 1^{er} au 15 janvier 1872 :

17,361 versements s'élevant à...	211,062 fr. 80 c.
22 en arriérés de rentes...	509,636 fr. 75 c.
	771,749 fr. 55 c.

Elle a ouvert 444 comptes nouveaux.

Il a été acheté pendant la même période des certificats d'emprunt ayant coûté 401,402 fr. 20 c. représentant 47,160 fr. de rentes.

Il a été inscrit au grand-livre de la dette publique 18,463 fr. de rentes viagères aux noms de 179 parties.

LES CORRESPONDANCES

Lettres Alsaciennes

Strasbourg.

La population civile d'outre-Rhin, qui a inondé notre ville à la suite de l'invasion militaire, nous donne une triste idée de cette race allemande, tant vantée, qui doit être le type de la probité, de la vertu et de la moralité, et qui a reçu de Dieu lui-même la mission d'exterminer de l'Alsace-Lorraine les mœurs abominables que deux siècles de domination française y ont implantées. En résumé, les Allemands qui viennent s'établir à Strasbourg sont, en majorité, de pauvres hères, affamés, le ventre creux, qui mourraient de faim dans leur pays et qui se sont précipités sur l'Alsace comme une nuée de corbeaux voraces sur un cadavre. Ah! notre pauvre Strasbourg! comme le voilà transformé, avec ses magasins de tabac toujours vides, où l'on ne voit qu'un nègre demi-grandeur, fumant un havane en feuilles de choux, et au comptoir, un Allemand famélique, qui gèle la pratique comme l'araignée qu'on a mise dans un coin de sa toile qu'elle la morde imprudemment! Heureusement, les mœurs sont rares, et il est à présumer que d'ici peu, pas mal de nos araignées allemandes plieront leurs toiles pour aller les tendre ailleurs.

Outre les marchands de tabac, quelques autres négociants sont venus s'établir ici. Voici comment ils s'y prennent pour faire fortune à peu de frais. Le procédé est bon, et je vous le recommande. Vous faites un tour sur le quai, devant l'entrepôt de la gare; on y dépose parfois des marchandises, quand l'entrepôt est encombré. Vous vous promenez tranquillement, les deux mains dans les poches, en fumant votre feuille de chou, sans faire semblant de rien. Puis, quand vous avez avisé deux ou trois fûts remplis de bonne huile d'olive (je suppose que vous êtes marchand d'huile), vous faites signe à un commissionnaire. Il charge sur sa charrette les fûts dont il vous croit propriétaire, et les conduit chez vous. Quelques jours après, le propriétaire réclame son huile, fût jeté et flamme, accuse les employés : vous ne souffrez rien, et si par hasard un client ou un visiteur malencontreux aperçoit dans votre cour les fûts dont la marque a été signalée, vous feignez un peu d'ignorance, sans beaucoup, et vous répondez (en allemand, car en français vous ne vous ferez jamais d'affaires) : « Tiens, j'ai cru que c'étaient des fûts de ma propriété. » Tel est le procédé inauguré récemment par un commissionnaire allemand, et l'on dit qu'il a déjà eu quelques imitateurs.

Voici une autre ruse, qui a été pratiquée deux fois à ma connaissance. Un allemand loue un magasin, et le livre à un menuisier, qui sur son ordre, le bouleverse de fond en comble, et l'approprie à une nouvelle destination. Au bout d'un mois, le menuisier se présente pour se faire payer, mais il trouve une figure nouvelle. Le premier propriétaire a cédé le magasin à un second, qui déclare qu'il n'endosse pas les dettes de son prédécesseur. Le menuisier boit le bouillon et on se lit presque tenté de dire que c'est bien fait. Pourquoi a-t-il eu confiance dans un Allemand d'Alsace?

Même aventure arrive à un entrepreneur, qui pose des tuyaux de gaz dans une nouvelle restauration. Du jour au lendemain, le propriétaire disparaît, laissant un successeur qui déclare ne rien savoir des tuyaux, sinon qu'ils étaient posés lorsqu'il a pris l'établissement. Est-il nécessaire de dire qu'il refuse de payer?

Mais on commence à se défier de ces nouvelles pratiques. Un de ces filous ouvre une sorte de débit de vin et va trouver un marchand de vin de Strasbourg, auquel il demande de lui garnir sa cave. Le Strasbourgeois exige la promesse qu'il sera payé comptant. So fier à une promesse d'un Allemand, d'un compatriote de Bismarck, c'était encore imprudent. Le vin est livré, mais l'Allemand demande un délai. Il va faire des affaires d'or, et avant un mois il pourra régler son compte, intérêt et capital. Mon Strasbourgeois n'entend pas de cette oreille. Après avoir inutilement insisté, il se rend chez le commissaire de police. Celui-ci, qui connaît ses honorables compatriotes, comprend à demi-mot. Il s'en va chez l'aubergiste, fait sceller les portes de sa cave, et lui déclare qu'elles seront ouvertes lorsqu'il aura payé. Le lendemain l'Allemand avait filé et le Strasbourgeois reprenait son vin.

Etonnez-vous, après cela, si le Cercle allemand, qui s'était formé ici sous le nom de Concordie (*Eintracht*), il y a trois mois à peine, vient déjà de se dissoudre! Les quelques fonctionnaires honorables qui en avaient pris l'initiative n'ont pas tardé à reconnaître qu'avec la racaille insolvable qui forme le fond de la nouvelle population allemande à Strasbourg, rien n'était possible!

La dissolution a donc été résolue; seulement, pour colorer la chose, on a donné un grand festin d'adieu, suivi de bal. Je ne sais si s'est passé à ce bal des scènes dans le genre de celles qu'étaient effrontément, aux yeux des Strasbourgeois ébahis et indignés, quelques marchands de gravures graveleuses et allemandes! Ce qui est certain, c'est que la chasse et morale allemande n'a pas du tout les dehors de la moralité et de la chasteté. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur la denture des *Falkenstein*, des Strasbourgeois, ceux-là qui servent d'entremetteurs et d'entrepreneurs pour tous les immondes d'outre-Rhin, et que je dénonce ici à l'indignation et au mépris de tous leurs compatriotes. Quelque jour, peut-être, je reviendrai sur cette question.

En général, nos Allemands civils et militaires ne s'entendent pas facilement. Il y a quelques jours, on parlait d'un grand bal qui devait avoir lieu le 18 de ce mois. Le principal organisateur serait le général de Haminsky; mais aujourd'hui on ne sait pas si le bal pourra avoir lieu, parce que, dit-on, il n'y a pas accord parfait entre l'élément civil et l'élément militaire. Le casque à pointe veut dominer; l'ex-cuir bouilli résiste; on a été landwehr, que diable, et l'on ne baissera pas pavillon! Vous pensez bien que la seule question qui ait pu séparer ces messieurs, parce que c'est la seule qui les intéresse, c'est la question du buffet. Quant aux Strasbourgeois, ils se mêlent un peu de la question pour souhaiter que la salade aux pommes de terre, le seul plat sur lequel les deux partis soient d'accord, les étouffe tous, officiers et civils, jusqu'au dernier. Quand je dis qu'on est d'accord sur la salade aux pommes de terre, je me trompe : les bourgeois la veulent arrosée de bière, et les militaires arrosée de champagne. Deux manières différentes de traduire le même sentiment : le chauvinisme allemand!

qui déclare ne rien savoir des tuyaux, sinon qu'ils étaient posés lorsqu'il a pris l'établissement. Est-il nécessaire de dire qu'il refuse de payer?

Mais on commence à se défier de ces nouvelles pratiques. Un de ces filous ouvre une sorte de débit de vin et va trouver un marchand de vin de Strasbourg, auquel il demande de lui garnir sa cave. Le Strasbourgeois exige la promesse qu'il sera payé comptant. So fier à une promesse d'un Allemand, d'un compatriote de Bismarck, c'était encore imprudent. Le vin est livré, mais l'Allemand demande un délai. Il va faire des affaires d'or, et avant un mois il pourra régler son compte, intérêt et capital. Mon Strasbourgeois n'entend pas de cette oreille. Après avoir inutilement insisté, il se rend chez le commissaire de police. Celui-ci, qui connaît ses honorables compatriotes, comprend à demi-mot. Il s'en va chez l'aubergiste, fait sceller les portes de sa cave, et lui déclare qu'elles seront ouvertes lorsqu'il aura payé. Le lendemain l'Allemand avait filé et le Strasbourgeois reprenait son vin.

Etonnez-vous, après cela, si le Cercle allemand, qui s'était formé ici sous le nom de Concordie (*Eintracht*), il y a trois mois à peine, vient déjà de se dissoudre! Les quelques fonctionnaires honorables qui en avaient pris l'initiative n'ont pas tardé à reconnaître qu'avec la racaille insolvable qui forme le fond de la nouvelle population allemande à Strasbourg, rien n'était possible!

La dissolution a donc été résolue; seulement, pour colorer la chose, on a donné un grand festin d'adieu, suivi de bal. Je ne sais si s'est passé à ce bal des scènes dans le genre de celles qu'étaient effrontément, aux yeux des Strasbourgeois ébahis et indignés, quelques marchands de gravures graveleuses et allemandes! Ce qui est certain, c'est que la chasse et morale allemande n'a pas du tout les dehors de la moralité et de la chasteté. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur la denture des *Falkenstein*, des Strasbourgeois, ceux-là qui servent d'entremetteurs et d'entrepreneurs pour tous les immondes d'outre-Rhin, et que je dénonce ici à l'indignation et au mépris de tous leurs compatriotes. Quelque jour, peut-être, je reviendrai sur cette question.

En général, nos Allemands civils et militaires ne s'entendent pas facilement. Il y a quelques jours, on parlait d'un grand bal qui devait avoir lieu le 18 de ce mois. Le principal organisateur serait le général de Haminsky; mais aujourd'hui on ne sait pas si le bal pourra avoir lieu, parce que, dit-on, il n'y a pas accord parfait entre l'élément civil et l'élément militaire. Le casque à pointe veut dominer; l'ex-cuir bouilli résiste; on a été landwehr, que diable, et l'on ne baissera pas pavillon! Vous pensez bien que la seule question qui ait pu séparer ces messieurs, parce que c'est la seule qui les intéresse, c'est la question du buffet. Quant aux Strasbourgeois, ils se mêlent un peu de la question pour souhaiter que la salade aux pommes de terre, le seul plat sur lequel les deux partis soient d'accord, les étouffe tous, officiers et civils, jusqu'au dernier. Quand je dis qu'on est d'accord sur la salade aux pommes de terre, je me trompe : les bourgeois la veulent arrosée de bière, et les militaires arrosée de champagne. Deux manières différentes de traduire le même sentiment : le chauvinisme allemand!

Strasbourg, 15 janvier 1872.

On commence à payer, dans nos campagnes, les indemnités pour les réquisitions de toutes sortes et les logements militaires. Il s'agit, lorsqu'on approche le moment de l'option, de dorer la pilule au paysan, de lui faire croire que le nouveau gouvernement est un type de justice, et que l'Alsace sera beaucoup plus heureuse que sous le régime français. Seulement, comme on sait que le paysan ne comptait sur aucune indemnité, on trouve inutile de le dédommager sérieusement de ses pertes. Les chiffres sont éloquentes : à Wissembourg, par exemple, et aux environs, on paye douze sous et demi d'indemnités pour le logement et la nourriture d'un soldat ou d'un officier pendant une journée. Ces chiffres sont dérisoires, car ceux qui ont eu à nourrir ces sauvages savent ce qu'il fallait leur fournir de pain, de légumes, de graisse et surtout de viande.

Quant aux officiers, comme il était presque toujours impossible de satisfaire à leurs exigences, on les envoyait à l'hôtel ou à l'auberge. La note se montait entre 7 et 20 fr. par jour; indemnité : 12 sous et demi.

A Strasbourg, lorsque déjà les habitants n'avaient plus à leur charge que les logements, ceux qui n'avaient pas de chambres disponibles ne payaient pas moins de 1 fr. par jour, dans une auberge, pour chaque soldat, et jusqu'à 3 et 4 fr. pour un officier; indemnité pour le logement : 2 sous et demi, si je ne me trompe.

A ce propos, il est bon de signaler que Wissembourg, aujourd'hui encore, est assailli aux logements militaires. Cette charge commence à peser lourdement sur les habitants, et elle leur ferait hait davantage les Prussiens, si cela était possible.

Quant aux indemnités pour les réquisitions en nature, on a basé les estimations sur le prix des années moyennes. Or, l'année de la guerre le blé, le fourrage, les chevaux et le bétail avaient atteint des prix fabuleux; ce sera pour le paysan une perte de 60 à 80 0/0. En attendant, le gouvernement touche les milliards d'indemnités de guerre; mais nos paysans alsaciens ne verront guère que les miettes. Encore n'est-il pas bien sûr que l'avarice allemande laisse jamais tomber des miettes.

Il est bien entendu que, en ville, ceux-là seuls touchent leurs indemnités, qui peuvent rester jusqu'en octobre 1872. Quant aux fonctionnaires, employés et autres, qui ont été obligés d'aller en France se créer une nouvelle position, ils ne reçoivent pas une obole. La préoccupation des Allemands n'est pas du tout de dédommager ceux qui ont souffert de la guerre, mais de faire disparaître le plus vite possible les traces hideuses de leurs bombardements.

Mais ne serait-il pas juste que le gouvernement français prit en considération la position des malheureux Alsaciens qui, après avoir perdu par le bombardement tout ce qu'ils possédaient, sont retournés en France parce qu'ils ne voulaient pas servir les Prussiens ou parce que l'ouvrage leur manquait? Je citerai entre autres un assez grand nombre d'employés de chemins de fer. Les secourir et les dédommager de leurs pertes serait, de la part du gouvernement français, un acte de justice.

ECHOS MILITAIRES

Par décision du 9 janvier courant, le ministre de la guerre a arrêté les dispositions suivantes en faveur des officiers subalternes actuellement possesseurs de chevaux à titre gratuit :

1^o Les capitaines des corps de troupes à cheval, les capitaines du corps d'artillerie, les capitaines des états-majors particuliers de

l'artillerie et du génie, les capitaines adjudants-majors des corps d'infanterie qui sont encore possesseurs d'un cheval à titre onéreux, sont autorisés à faire ferrer gratuitement ce cheval, comme le cheval appartenant à l'Etat;

2^o Les médicaments nécessaires au traitement des chevaux d'officiers de tous grades appartenant à ces officiers, sont fournis gratuitement par la pharmacie-vétérinaire des corps de troupes à cheval ou de l'établissement chargé de leur donner des soins.

Nous devons féliciter le ministre de la guerre de cette bienveillante disposition. On se rappelle qu'une décision récente accordait à tous les officiers inférieurs le droit d'être montés gratuitement, mais que ceux qui possédaient encore des chevaux à titre onéreux ne devaient les vendre qu'après avis d'une commission prononçant la réforme. Il était donc juste de ne plus laisser au propriétaire la charge de la ferrure et de l'achat des médicaments, ainsi que le prescrivait le règlement antérieur.

Afin de faciliter aux officiers le remboursement des avances de fonds qu'ils ont reçues à Metz ou dans d'autres places, le ministre de la guerre a décidé, à la date du 5 janvier courant, que le taux des retenues dont ils sont passibles serait fixé au douzième de leur solde.

Les fonctionnaires de l'intendance auront à assurer l'exécution de cette disposition.

C'est fort bien. L'Etat se montre créancier rigoureux envers ses débiteurs, et ne veut pas faire remise d'un centime aux officiers de l'armée du Rhin, qui, outre les pertes sérieuses qu'ils ont subies et pour lesquelles ils n'ont souvent reçu que des indemnités illusoire, se sont encore obérés pendant leur captivité. C'est son droit absolu; le règlement est en effet formel à cet égard. Seulement, nous demanderons si, par une mesure rétrograde, il ne serait pas au moins équitable de rembourser aux officiers de Metz le montant intégral du prix d'estimation de leurs chevaux livrés à la boucherie.

Un mot d'explication à ce sujet. Dès la fin de septembre 1870 l'intendance se trouva dans l'obligation de réduire tellement la ration de fourrage allouée pour chaque cheval, que beaucoup d'officiers ne purent faire vivre leurs animaux qu'au prix des plus grands sacrifices. On payait l'avoine 1 fr. 50 et 1 fr. 75 le kilogramme, et même à ce prix exorbitant il était souvent bien difficile de se la procurer. Il y eut impossibilité absolue dans les derniers jours. Le 18 octobre, le maréchal commandant en chef donna l'ordre d'instituer, dans chaque corps d'armée, une commission chargée de fixer le prix réel d'estimation de tous les chevaux que les officiers voudraient livrer à la boucherie. Il était dit que puisque l'administration ne pouvait, d'après son marché, payer plus de 230 fr. par tête d'animal, on demanderait au ministre de la guerre que la différence soit remboursée par l'Etat aux propriétaires.

Beaucoup d'officiers, confiants dans cette promesse et ne pouvant plus faire vivre les chevaux que le règlement leur avait fait avoir, s'en débarrassèrent par ce moyen. Mais à leur rentrée de captivité, on refusa — toujours en invoquant les textes — de tenir cet engagement moral pris par le commandement.

Nous avons même vu la lettre adressée par un intendancier à un réclamant. « Puisque, dit ce fonctionnaire, votre cheval était destiné à mourir de faim, vous devez vous estimer fort heureux d'avoir pu en retirer 230 fr. »

Comme si le règlement qui oblige un officier à acheter deux chevaux, souvent trois, ne spécifiait pas en même temps que leur entretien sera à la charge de l'Etat! Si pour une cause ou pour une autre on ne peut les nourrir, est-ce le propriétaire qui doit en pâtir? Il nous semble que non.

HOMMES ET CHOSES

L'autre jour je disais : Faisons percevoir les impôts par les conseils municipaux, et cela ne coûtera pas un sou.

Ah! lecteurs, qu'il est difficile de dire la vérité en France!

Voici les percepteurs, les receveurs, toute la gent pluvieuse de la finance, intermédiaire entre le contribuable et l'Etat, qui se soulève et prend la plume pour adresser des observations assez aigres et essayer de prouver qu'on ne pourrait se passer de leur concours.

Je prétends que si, — et je cite mes auteurs, — puisque nous avons l'expérience des Etats-Unis d'Amérique qui fonctionnent à merveille depuis longues années, et qu'on ne songe nullement, au delà des mers, à essayer de notre système.

Heureusement, dit l'un de ces lettres, nous avons versé tous des cautionnements, ils montent à des centaines de millions, et on ne pourrait jamais nous les rembourser. La considération est puérile, car on ne rembourserait rien, pour le moment, ainsi qu'il a été fait pour les journaux; et ce n'est pas 200 millions de plus qui peuvent arrêter un Etat qui en a déjà tant à sa dette.

Mais les pensions, mais les droits acquis!... Nous ne sommes pas en Turquie, et tout cela s'arrangerait à la satisfaction générale. Rien de plus facile!

Et puis, ces retraites, on l'a dit déjà, n'ont-elles pas été question de

son. Genton dit : « Nous venons chercher les otages pour les fusiller. » Il montrait un ordre qui portait sur un nom. Jarrault s'écria : « Mais ils sont soixante, c'est impossible ! » François voulut un ordre régulier. On l'apporta bientôt ; mais comme il ne s'y trouvait que les noms de Mgr Darboy, Deguerry et Bonjean, il fallut, pour la troisième fois, aller chercher un nouvel ordre. François savait bien qu'il se trouvait les listes des prisonniers, mais, pour gagner du temps, il chercha pendant fort longtemps. On finit enfin par les avoir, et Ramin fut chercher les otages. Quelques minutes après on entendit un bruit infernal, et Jarrault dit qu'il avait vu les fusillades.

Jarrault était resté dans le grefte. Le peloton était commandé par trois officiers. Vierge, un nommé Sicaud et un lieutenant, qui n'est pas Pigeon, bien qu'il en ait les allures. Le témoin était présent quand le soir on a fouillé les cadavres. On leur prit leurs bijoux, qu'on mit dans un foulard, mais leurs vêtements restèrent intacts. Dans les cellules on fit un gros paquet des objets laissés, et le tout fut porté chez François. Le lendemain il fut remis au parol de la croix de l'archevêque et portait sa montre.

L'officier qui commandait le peloton s'appelait Sicaud. Genton le connaissait bien, car il se tutoyait.

Le témoin se retire, et le président ordonne qu'il soit tenu à la disposition du conseil.

Les plaidoiries continuent.

Au moment où l'audience est levée, M. le président apprend que Sicaud, dont Jarrault a révélé la présence sur le lieu du crime, a été découvert dans une prison de Paris. Avis en a été donné immédiatement à la préfecture de police, et un mandat de comparution a été lancé contre lui. Attendons-nous donc à un curieux incident pour la prochaine audience. On parle d'une confrontation entre Sicaud et Pigeon, qui, dit-on, ont une certaine ressemblance.

ECHOS DE PARTOUT

M. Gagne, qui ne perd pas de vue l'occasion d'obtenir l'amitié de M. Victor Hugo, vient de lui adresser les vers suivants :

Nous nous mettons tous deux au-dessus de la règle ;
Je viens te proclamer, Victor, archi-grand aigle,
Qui, planant dans le ciel, sous le regard de Dieu,
Remplis d'un monde à la fois, et d'un éternel feu.
Côte à côte avec toi, Victor, je voudrais vivre.
Veux-tu que nous fassions entre nous deux un livre ?

Et que, régénérant ainsi la société,
Nous la sauvons enfin par la sainte unité,
Par la fraternité des combats ennemis,
La fusion des pouvoirs et la gendarmerie ?
Si tu veux, notre ouvrage, archi-universel,
Des peuples réunis deviendra le missel !

Au fait, pourquoi M. Victor Hugo et M. Gagne ne collaboreraient-ils pas ?

Les Polonais doivent célébrer avec éclat le centenaire du partage de la Pologne ; mais pourquoi ont-ils pris la date du 10 février ? Les pourparlers relatifs au partage ont été engagés le 10 juillet 1772, la Prusse et la Russie ont adhéré à l'acte du partage le 8 septembre, l'Autriche le 15 septembre, et le traité n'a été notifié que le 15 octobre 1772. Le centenaire devrait donc tomber le 15 octobre 1872.

M. Manasse est parti pour la Turquie, dit-on, pour en rapporter une nouvelle grenouille.

A-t-il été la chercher à Constantinople, par ce que c'est le pays des croissants ?

Notre confrère Jemius, qui n'aime pas à nous voir épiéter sur son domaine, nous permettra cependant aujourd'hui une nouvelle incursion dans ses plates-bandes pour dire

quelques mots de M. Paul Legrand, l'excellent mime de la *Tertulia*.

De puis la dernière fois que nous l'avons vu, M. Paul Legrand a encore fait de très sensibles progrès.

Il est difficile d'imaginer rien de plus saisissant que cette figure mobile sur laquelle passent avec une rapidité extraordinaire les impressions les plus diverses, presque au même moment.

Dom Pedro ayant appris qu'il existait une barcarolle intitulée *le Brésilien*, a tenu absolument à l'entendre.

Hier donc, un des employés du Grand-Hôtel, qui la savait, a été « mandé » devant lui, et lui a chanté d'un bout à l'autre :

En allant à son ministère,
Il la rencontra rue du Bac.
Etc...

L'empereur a beaucoup ri, mais à l'heure qu'il est, il se demande encore pourquoi cette chanson, où il n'est nullement question de Brésilien, s'appelle la *Ronde du Brésilien*.

Le jeune baron de L... parti au commencement de l'hiver pour un voyage autour du demi-monde, vient de faire naufrage à l'entrée du boudoir de Mme Anna D...

Il y a eu abordage avec un gros financier belge, et le pauvre baron a coulé bas au premier choc ; sa petite cargaison, estimée à 200,000 francs, a été complètement perdue.

Le banquier, cause du sinistre, s'est immédiatement mis au sauvetage, et a renfloué sa victime au moyen d'une importante ouverture de crédit, à condition que l'infortuné baron voyagerait pendant un an.

Or hier, le même train emportait le baron de L... et Mme Anna D..., qui fuyait vers les oranges de Nice.

Le belge, spirituel quoique financier, prévenu du départ précipité du jeune couple, télégraphia immédiatement cette dépêche :

« Charmé d'avoir fait deux heureux d'un seul coup. Puisque vous êtes dans le pays des oranges, profitez-en pour acheter la couronne nuptiale. »

Ma foi le mariage pourrait bien se réaliser au printemps.

La souscription pour l'érection d'une statue à Lamartine ayant atteint le chiffre de 57,600 fr., la commission a décidé que cette statue serait coulée en bronze.

Un affreux mot de député :

Il était dernièrement question d'un représentant républicain rouge foncé, connu par la raideur de ses principes et de ses mouvements.

C'est un député en bois, disait M. de Ravinel.

Pourquoi ? interrogea M. Barbier.

Parce que c'est un républicain austère, répliqua M. de Ravinel.

DON SPAYVENTO.

CAUSERIES GYNÉTIQUES

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 8 janvier avait lieu au château de l'Achéria, appartenant au commandeur Giacomo Roncalone, le quatrième laisser-courre de la saison. De grand matin les invités, au nombre de vingt-deux, se trouvaient réunis au carrefour della Madonna, et l'on allait aussitôt frapper aux brisées. L'animal, lancé au Buisson-Neuf, était un dix-crois jeunement, qui prit un grand parti par le Poletou-du-Roi, la route de Chiavari, déboucha aux Ventes de Bartolomeo, fit un faux remblaiement et se ferlongea dans la direction de la Spezia. La meute, composée de bâtards, rapprocha très chaudement, et après une course de trois heures et demie, l'animal de meute était vu par les chiens dans l'étang de Lavagne.

Le 7, une douzaine de veneurs sous la conduite de M. le marquis de Leghous, chef d'équipage et de son piqueur La Feuille, allaient frapper à la brisée d'un ragoi. L'animal, pesant 130 kilogrammes environ, était court, trapu, et cependant d'une légèreté telle à la course, que dès le début de la chasse il prit une énorme avance sur les chiens. Il filait droit devant lui, et pendant une grande heure, et de nuit, il continuait cette course vertigineuse avec une vitesse soutenue.

Bien que dans l'impossibilité de couper le fort avec la même vigueur, les chiens n'en rapprochaient pas moins, appuyés par La Feuille. A la suite d'un débouché, pendant lequel il y eut trois ou quatre abois en plaine, le ragoi fit un faux remblaiement, puis gagna la mare aux Oies, où il se souleva quelques instants. Bientôt serré de près par la meute, il prit la direction des bois de la Sauree, et tenta d'y pénétrer ; mais arrêté par l'un des veneurs, M. Leblond, il sauta la route de Combes et se jeta dans des terres labourées, où il commença à se faire battre et à brouiller les chiens, ce qui indiquait clairement qu'il était sur ses fins. Quelques minutes plus tard, après un ballai courant, qui coûta la vie à Met-Mort et à Ravande, et en fit blesser quatre autres, le ragoi fut servi à la carabine par le piqueur La Feuille. Les honneurs furent faits à la charmante Hélène de Cheviss, fille du comte de Cheviss, présent à la mort, ainsi que MM. Le Blond, le vicomte de Terbet, Paul Ledoux, Louis et Jules Delaunay, baron et baronne J. de Breus.

Une grande chasse au loup avait été organisée lundi dernier dans les bois du Gouret, les veneurs très habilement dirigés par M. de Berlon et son piqueur Louis, ont porté bas en quelques heures deux forts louvards. L'un d'eux a été tué par M. de Berlon, le second a été étranglé par les chiens.

Lundi dernier, chasse à tir dans le parc d'Aprémont. Parmi les tireurs, figuraient MM. le marquis du Lau, le comte de Turenne, le comte Hallet-Claparede, le vicomte Delamarre, Costa de Beauregard, le duc de Caumont la Force, etc.

Les laisser-courre des chasses de Chantilly se suivent et se ressemblent pour la plupart. Jeudi 10, on attaquait un cerf à sa quatrième tète qui prenait son parti par la route de Pontarmé, l'étang de Comelles, traversait le Désert et gagnait l'île Molton où la meute ayant perdu sa trace, on se voyait dans la nécessité de sonner la retraite manquée.

Le roi Victor-Emmanuel se délassa des soucis de la politique en allant chasser à San Rossore. Il est, en ce moment, question pour Sa Majesté, d'un déplacement dans la vallée de Suze, où se rencontrent le tétras et la gelinotte.

Le comte de Flandres et quelques invités viennent de rentrer à Bruxelles à la suite d'un déplacement de chasse dans la forêt d'Hertogenwald, province de Liège. Voici le tableau des pièces abattues en six jours : 181 chevreuils, 2 sangliers, 5 renards, 35 lièvres, 200 lapins, un chat sauvage. Le gibier à plumes figure dans le rapport pour un chiffre tellement minime qu'il nous semble inutile d'en parler autrement que pour mémoire.

Mardi 12 au lieu au château de Marzon l'une des plus jolies chasses de la saison. Favorisés par un temps magnifique les chasseurs, parmi lesquels se trouvaient quatre dames, ont abattu 5 chevreuils, 12 faisans, et 16 lapins. L'une des Dames chasseresses, la jeune et jolie vicomtesse de Marzon, avait adopté pour la circonstance un ravissant costume de cavalier Louis XIII, tout en velours noir, relevé de crêpe et de biais en satin bleu et garni de jais noir. Un délicieux chapeau de feutre noir, garni d'une plume bleue, contrastait avec ses magnifiques cheveux blonds. M. de Marzon est un tireur de premier ordre ; elle a pour sa part abattu six faisans et un chevreuil.

On nous écrit de San-Estève, frontière espagnole, que le 5 de ce mois, six chasseurs, solides gaillards et habiles tireurs, sont partis de cette dernière ville pour aller à la recherche d'un ours énorme dont les bergers avaient signalé la venue la présence dans la vallée. Les ennemis se sont rencontrés à l'entrée d'un petit bois appelé « Le Correo », et le nommé Ambrosio (Miguel), qui se trouvait le plus rapproché de l'animal, lui envoya une balle qui l'atteignit au défaut de l'épaule.

Rendu furieux par cette blessure, l'ours bondit en avant et se précipita sur ses adversaires. L'un d'eux, le sieur Thomasso Wor, originaire de Barbasro, intendance de Huesca, ayant fait un faux pas en essayant de fuir, fut atteint par l'animal qui, d'un premier coup de ses formidables pattes, lui fit une grave blessure à la tête, et d'un second coup l'atteignit grièvement à la jambe gauche. Habitué de longue main à lutter avec le danger, Thomasso, qui est un habile chasseur, ne perdit pas un seul instant son sang-froid ; aussi, mettant à profit un faux mouvement de son ennemi, lui enfonce-t-il dans la poitrine la baïonnette dont était armé le canon de son fusil. Mais le coup, mal dirigé, ne fit qu'entamer le cuir de l'animal dont la colère ne cessa plus alors de brûler. C'en était fait du malheureux chasseur, quand, par bonheur, Ambrosio, qui guettait l'occasion favorable, parvint à loger une balle dans la tête de l'ours, qui tomba raide mort. Thomasso, dont le corps ne comptait pas moins de quatorze blessures, dont aucune cependant n'était mortelle, a dû être transporté sur un brancard à son domicile.

Comme corollaire à ce que nous avons précédemment dit sur les modifications à apporter à la loi sur la chasse, de 1844, nous pouvons ajouter qu'une question des plus graves vient d'être mise à l'étude. Il s'agit, en effet, d'interdire d'une manière absolue l'invasion des levains clos, et de régulariser le droit de « réserver » accordé aux communes et aux particuliers. Il est, en outre, très fortement question de ne délivrer à l'avenir de permis de chasse que sur attestation du maire et de deux conseillers municipaux.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

levé de crêpe et de biais en satin bleu et garni de jais noir. Un délicieux chapeau de feutre noir, garni d'une plume bleue, contrastait avec ses magnifiques cheveux blonds. M. de Marzon est un tireur de premier ordre ; elle a pour sa part abattu six faisans et un chevreuil.

On nous écrit de San-Estève, frontière espagnole, que le 5 de ce mois, six chasseurs, solides gaillards et habiles tireurs, sont partis de cette dernière ville pour aller à la recherche d'un ours énorme dont les bergers avaient signalé la venue la présence dans la vallée. Les ennemis se sont rencontrés à l'entrée d'un petit bois appelé « Le Correo », et le nommé Ambrosio (Miguel), qui se trouvait le plus rapproché de l'animal, lui envoya une balle qui l'atteignit au défaut de l'épaule.

Rendu furieux par cette blessure, l'ours bondit en avant et se précipita sur ses adversaires. L'un d'eux, le sieur Thomasso Wor, originaire de Barbasro, intendance de Huesca, ayant fait un faux pas en essayant de fuir, fut atteint par l'animal qui, d'un premier coup de ses formidables pattes, lui fit une grave blessure à la tête, et d'un second coup l'atteignit grièvement à la jambe gauche.

Habitué de longue main à lutter avec le danger, Thomasso, qui est un habile chasseur, ne perdit pas un seul instant son sang-froid ; aussi, mettant à profit un faux mouvement de son ennemi, lui enfonce-t-il dans la poitrine la baïonnette dont était armé le canon de son fusil. Mais le coup, mal dirigé, ne fit qu'entamer le cuir de l'animal dont la colère ne cessa plus alors de brûler. C'en était fait du malheureux chasseur, quand, par bonheur, Ambrosio, qui guettait l'occasion favorable, parvint à loger une balle dans la tête de l'ours, qui tomba raide mort. Thomasso, dont le corps ne comptait pas moins de quatorze blessures, dont aucune cependant n'était mortelle, a dû être transporté sur un brancard à son domicile.

Comme corollaire à ce que nous avons précédemment dit sur les modifications à apporter à la loi sur la chasse, de 1844, nous pouvons ajouter qu'une question des plus graves vient d'être mise à l'étude. Il s'agit, en effet, d'interdire d'une manière absolue l'invasion des levains clos, et de régulariser le droit de « réserver » accordé aux communes et aux particuliers. Il est, en outre, très fortement question de ne délivrer à l'avenir de permis de chasse que sur attestation du maire et de deux conseillers municipaux.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

On nous fait remarquer qu'avec juste raison, que depuis quelque temps, les marchands de gibier mettent en vente autant de poules faisannes que de coqs.

Est-ce bien là le moyen de repeupler nos faïsseries déjà si pauvres en sujet ?

Il était autrefois défendu, sous peine d'amende, de tirer sur les poules, pourquoi donc en serait-il autrement aujourd'hui ?

Réfléchissez-y, mes très chers confrères en Saint-Hubert, nos cantons se dépeuplent de plus en plus, et pour peu que vous continuiez à persévérer dans vos errements le gibier ne sera bientôt plus pour nous qu'à l'état de souvenir. — GASTON PHÉBUS.

L'affiche de l'Opéra annonce pour mercredi la reprise de *l'Africaine*, de Meyerbeer.

C'est Mlle Hission qui remplira le rôle de Sélika. Celui de Vasco de Gama sera chanté, comme précédemment, par M. Villaret.

M. Victor Massé a été nommé membre de l'Institut par 26 voix sur 35 votants. M. Bazin a obtenu 7 voix.

Voici les principales œuvres de M. Victor Massé : la *Chantaise voilée*, les *Noces de Jeannette*, *Galathée*, les *Saisons*, *Flor d'Aliza*, la *Reine Topaze*, etc., etc.